

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Venezuela-manifestation-des-chavistes-a-Caracas-un-mort-dans-une-explosion>

Venezuela : manifestation des chavistes à Caracas, un mort dans une explosion

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : vendredi 24 janvier 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

CARACAS (AFP), le 23-01-2003

Des centaines de milliers de partisans du président Hugo Chavez "ont pris" jeudi les rues de Caracas en réponse aux marches quotidiennes de l'opposition qui a subi mercredi un revers avec la suspension du référendum qu'elle voulait organiser le 2 février sur le mandat du président vénézuélien.

Au moment où le président vénézuélien traversait sur un camion la foule réunie sur l'avenue Simon Bolivar, à quelques centaines de mètres de là sur l'avenue Mexico, une personne a été tuée et deux autres blessées dans une explosion près de la station de métro Bellas Artes.

"Un passant a été tué et deux blessés par un engin explosif", a indiqué un policier sur les lieux, sans pouvoir donner plus de détails.

Des centaines de milliers de sympathisants de Hugo Chavez ont défilé jeudi en scandant son nom et en brandissant son portrait au 53e jour du mouvement de grève de l'opposition.

Aucun autre incident n'avait jusqu'alors été signalé, selon le général Lucas Rincon Romero, ministre de l'Intérieur et de la Justice. Depuis le début de l'année, trois manifestants ont été tués et des dizaines d'autres blessés dans de violents affrontements entre partisans et opposants du président vénézuélien qui ont émaillé les rassemblements quotidiens des dernières semaines.

L'opposition avait appelé ses sympathisants à rester chez eux, et les rues de la capitale étaient à moitié désertes jeudi matin.

En revanche, des manifestations anti-Chavez devaient se dérouler dans tout le pays.

Les manifestants étaient venus aussi de province en autobus et même en avion.

Sur l'autoroute Francisco Fajardo qui traverse Caracas, ils étaient des dizaines de milliers scandant "Hugo Chavez ne s'en va pas" et "Nettoyage de la PDVSA (Société publique des Petroleos de Venezuela)", dans un cortège dominé par la couleur rouge au milieu des drapeaux vénézuéliens, a constaté un journaliste de l'AFP sur place.

Quelque 1.700 cadres de la PDVSA ont été licenciés, selon les grévistes cités jeudi matin par le quotidien El Universal. La grève du 5e pays exportateur mondial de pétrole a conduit, mercredi, le gouvernement à suspendre le marché des changes.

Toutefois, la production pétrolière reprend peu à peu. Elle a atteint les 714.999 barils/jour, soit 22% de la production normale, selon les grévistes, alors que le président Chavez a indiqué mercredi soir qu'elle avait dépassé le million de barils/jour.

Les organisateurs de la manifestation qui marque aussi le 45e anniversaire de la chute du dictateur Marcos Perez Jimenez, avaient mis en place un service d'ordre pour tenter d'éviter des dérapages.

"Nous sommes là pour faire respecter l'ordre public", a dit à l'AFP un des responsables, mégaphone en main, alors que la manifestation passait à quelques centaines de mètres de la place Altamira, bastion des militaires rebelles à Hugo Chavez.

Venezuela : manifestation des chavistes à Caracas, un mort dans une explosion

"Nous défilons pour la paix et la justice sociale", a ajouté Hernan Gruber Odreman, un contre-amiral à la retraite, qui ne pouvait toutefois empêcher des manifestants de détruire un immense panneau publicitaire de l'opposition en faveur du référendum consultatif.

L'organisation de ce référendum par le Conseil national électoral, prévu le 2 février à la demande de l'opposition, a été suspendue par le Tribunal suprême mercredi.

Le président vénézuélien en avait rejeté à l'avance le résultat. Constitutionnellement, ce référendum consultatif n'a pas force de loi pour l'obliger à quitter le pouvoir.

La décision du Tribunal, de caractère transitoire, a déclenché "l'indignation" des dirigeants de l'opposition qui en avaient fait leur premier objectif.

Carlos Ortega, le président de la Centrale des travailleurs du Vénézuéla (CTV), à la tête du mouvement avec le patronat et les partis politiques de droite réunis dans la coordination démocratique, a estimé que la décision du tribunal était "une agression contre le peuple vénézuélien".

L'opposition va désormais examiner les propositions de l'ancien président américain Jimmy Carter pour trouver une sortie pacifique à la crise.

M. Carter a proposé l'organisation d'un référendum sur le maintien au pouvoir du président Chavez, fixé au 19 août prochain, ou un amendement constitutionnel sur la réduction de la durée du mandat présidentiel qui ouvrirait la porte à des élections.

Les propositions de M. Carter seront présentées vendredi à Washington au "groupe des pays amis" du Vénézuéla, qui appuie les efforts de médiation du secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA) César Gaviria.

Le "groupe de pays amis" est composé du Brésil, du Chili, du Mexique, des Etats-Unis, de l'Espagne et du Portugal.

© AFP.